

Madame Thatcher, priez pour nous !

Le Québec a besoin d'un politicien qui aurait une poigne de fer, un chef capable de tenir tête aux syndicats de la fonction publique.



Le Québec détient le taux d'imposition des particuliers le plus élevé du pays. Et pourtant, il ne réussit pas à offrir des soins décents dans ses hôpitaux, sans parler de l'état lamentable de ses infrastructures.

Quand je vois ce boa constrictor étrangler le Québec, je songe avec nostalgie à Margaret Thatcher. Je me prends à rêver qu'elle immigrer ici, qu'elle pose sa candidature au poste de premier ministre du Québec, qu'elle remporte les élections et qu'elle remet le boa constrictor à sa place. Mais de quoi parle-t-on au juste ? Des syndicats de la fonction publique, qui ont fait du Québec une province lourdement et démesurément endettée.

Le Québec détient le taux d'imposition des particuliers le plus élevé du pays. Et pourtant, il ne réussit pas à offrir des soins décents dans ses hôpitaux, sans parler de l'état lamentable de ses infrastructures, particulièrement des rues de Montréal, où il faut sans doute être ivre pour conduire en ligne droite !

Le boa ne rate pas une seule occasion de resserrer son étreinte. L'intégration des banlieues de Montréal a fait grimper les coûts. En créant un tel monopole sur l'île, on n'a fait que renforcer le pouvoir des syndicats. Lorsque les banlieues ont voté en faveur de la défusion, que s'est-il produit ? En retrouvant sa liberté, Westmount a hérité d'une dette cinq fois plus élevée qu'avant la fusion. De plus, aujourd'hui, cette ville verse annuellement une somme beaucoup plus appréciable à la Commission urbaine de Montréal. Le gouvernement québécois n'a ainsi rien fait d'autre que d'engraisser encore davantage le boa constrictor, tout cela pour s'assurer des votes !

Au Québec, un employé sur quatre travaille pour l'État, est syndiqué et gagne en moyenne 896,07 dollars par semaine (données de 2004), tandis que dans le secteur privé, le salaire moyen s'établit à 645,23 dollars (données de 2004). De plus, le revenu hebdomadaire de ces fonctionnaires se compare à 810,46 dollars en Alberta, une province beaucoup plus riche. N'oublions pas que l'Alberta et l'Ontario contribuent la plus grande part des paiements de péréquation, dont le Québec est le principal bénéficiaire. La comparaison est encore plus frappante en ce qui concerne les employés municipaux, qui touchent 838,95 dollars au Québec, par rapport à 692,85 dollars en Alberta. Nos fonctionnaires sont donc les mieux payés du Ca-

nada. Comment trois employés du secteur privé peuvent-ils soutenir le quatrième du secteur public, surtout si ce dernier gagne plus ?

En 2004, le Québec employait à lui seul 330 000 personnes dans le secteur des soins de santé et des services sociaux, et autant de fonctionnaires associés aux soins de santé que d'employés d'hôpitaux. Si l'on compare la qualité de la gestion du secteur public à celle du secteur privé, on constate que la plupart des hôpitaux sont terriblement mal gérés. Les conseils d'administration de ces établissements de santé n'ont pratiquement aucun pouvoir et sont essentiellement des marionnettes. Bien sûr, la récente loi prévoyant la refonte du fonctionnement des conseils d'administration constitue un pas dans la bonne direction, mais son caractère trop restrictif empêchera la mise en place de petits conseils formés d'administrateurs très qualifiés bénéficiant de pleins pouvoirs.

Tôt ou tard, le Québec devra résoudre le problème du boa constrictor, et les politiciens devront s'inspirer de la façon de faire de Margaret Thatcher, qui doit entre autres son surnom de « Dame de fer » à l'intransigence avec laquelle elle a dompté les syndicats de Grande-Bretagne. Pour les Québécois, le plus tôt sera le mieux. Nous devons nous attaquer au problème, sinon, nous courons à notre perte. Quelque 40 % des Québécois sont syndiqués, comparativement à 32 % dans le reste du Canada et à 13 % aux États-Unis.

Peut-être qu'en lançant notre invitation à Margaret Thatcher, nous pourrions d'abord la convaincre de l'urgence de la situation et espérer ensuite que, dans un élan de générosité, elle relève le défi de poser sa candidature au poste de premier ministre du Québec. Nous pourrions lui accorder sa citoyenneté sans formalités. Il est grand temps que les politiciens protègent la population. Le boa grossissant un peu plus chaque jour, ils auront de plus en plus de mal à s'en débarrasser. D'ailleurs, tôt ou tard, ce reptile finira par se détruire lui-même. Entre-temps, les contribuables sont de plus en plus pénalisés. Il doit bien y avoir quelque part un politicien qui a autant de cran et de poigne que Margaret Thatcher ! **AP**

* Président du conseil, Jarislowky Fraser